

ture du capitalisme. Cependant le fait de l'étatisation de la propriété en U. R. S. S. ne résout pas automatiquement le problème des rapports de classes existant en U.R.S.S. ».

» Nous admettons généralement que sur la base du caractère arriéré de l'U. R. S. S. et de son encerclement impérialiste, la caste bureaucratique des fonctionnaires de l'Etat et des techniciens de l'économie, qui représentait aux débuts de la Révolution un mal nécessaire destiné à disparaître au fur et à mesure que les progrès économiques et culturels des masses soviétiques (grâce à l'appui de la révolution mondiale) les rendraient capables d'administrer elles-mêmes, a pris une importance numérique sociale et politique imprévue et s'approprié en définitive « en quelque sorte » (Trotsky) l'Etat et par conséquent la propriété étatisée ».

» Cette catégorie sociale représentée aujourd'hui une caste bureaucratique, une « excroissance temporaire et exceptionnelle sur l'organisme social » (Trotsky), ou bien une nouvelle classe exploiteuse, une excroissance qui « s'est déjà changée en un organe historiquement nécessaire ? » (Trotsky).

» Une classe même exploiteuse, dit avec raison Trotsky, est un organe social qui ne peut se former qu'à la suite des profondes nécessités internes de la production elle-même ».

» Le régime de propriété actuel en U. R. S. S. est un régime différent du capitalisme et plus progressif que lui selon le critère marxiste du développement des forces productives ».

» La bureaucratie stalinienne représente-t-elle la couche sociale dirigeante qui correspond historiquement à un tel régime, représente-t-elle l'organe social nécessaire pour le développement historique de ce régime (de la propriété étatisée et planifiée) impossible sans elle, ou au contraire une excroissance parasitaire qui a poussé sur ce régime, grâce à la limitation de ce dernier dans les cadres nationaux d'un seul pays arriéré ? »

» Dans le premier cas il s'agit d'une caste temporaire ».

» Toute l'évolution de l'U. R. S. S. s'accorde à notre avis à démontrer que l'importance prise par la bureaucratie dans la vie économique et politique russe dépasse de loin la nécessité qu'il y a pour un pays arriéré de transplanter et de s'approprier la technique et l'organisation de la production des pays capitalistes avancés en partie à travers l'automatisme bureaucratique qui étouffe le contrôle, l'initiative et l'esprit de création des masses ».

» Le développement des forces productives en U. R. S. S. est le résultat de l'étatisation des moyens de production et du principe du plan, et nullement de la direction indispensable encore au stade actuel de l'économie par la bureaucratie ».

» Au contraire, « le bureaucratisme en tant que système est devenu le pire frein au développement technique et culturel du pays » (Trotsky).

» Nous rejetons par conséquent la définition de la bureaucratie comme une classe exploiteuse nouvelle parce que nous ne pouvons pas démontrer sa jus-

tification historique et nous retenons la définition d'une caste exploiteuse temporaire ».

» L'essence du système socialiste que la révolution prolétarienne se propose de substituer à la place du capitalisme est son caractère international ».

« Le prolétariat ne peut pas s'édifier en classe dirigeante sans assurer en un temps minimum la satisfaction des besoins fondamentaux de la nouvelle société et le développement rapide de sa culture, en faisant disparaître ainsi d'elle-même la nécessité d'une bureaucratie organisatrice du revenu national.

» Mais cette tâche est insoluble dans les cadres d'un pays et surtout d'un pays arriéré, telle est la leçon fondamentale de l'expérience russe. Seule l'extension de la révolution prolétarienne sur un ensemble de pays avancés peut fournir la base économique et culturelle nécessaire pour réduire les proportions et la durée d'existence de la bureaucratie au minimum compatible avec la conservation du caractère ouvrier de l'état sorti de la révolution ».

» Le régime stalinien en U. R. S. S. représente par conséquent la difformité bureaucratique de l'Etat ouvrier dans un pays arriéré, encadré par l'impérialisme.

» Ce régime se situe mais seulement temporairement entre le capitalisme et le socialisme. Il ne représente pas un système social autonome et durable, un nouveau régime d'exploitation autonome et durable ».

Comparant les révolutions française et soviétique, Trotsky souligne que dans les deux cas, ce fut la démocratie plébiscitaire qui assura le triomphe du nouveau régime et que dans les deux cas, ce fut la bureaucratie qui s'éleva au-dessus d'elle et l'étrangla.

Le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution a établis.

La société soviétique conserve un caractère contradictoire : par l'inégalité des conditions d'existence, par les privilèges de la bureaucratie, elle se trouve infiniment plus près du régime capitaliste que du communisme. Cependant, le développement des forces productives se fait non par le rétablissement de la propriété privée mais sur la base de la socialisation par la voie d'une direction planifiée.

« Ce que nous avons entendu toujours sous le mot d'ordre de la défense de l'U. R. S. S. c'était la défense de l'économie étatisée et planifiée et rien d'autre. Nous avons qualifié cette défense « inconditionnelle ». Nous défendons l'économie étatisée et planifiée de l'U. R. S. S. indépendamment de telle politique, plus ou moins révolutionnaire, plus ou moins réactionnaire, de la bureaucratie soviétique ».

» Nous étions en même temps pour la conduite de la plus implacable politique d'opposition révolutionnaire au régime stalinien, en préconisant la formation en U. R. S. S. d'un Parti Bolchevik-Léniniste clandestin et le renversement révolutionnaire de Staline.

» Nous avons qualifié cette dernière

action des masses, si jamais elle se produisait, comme une révolution politique qui tout en intervenant profondément dans le domaine économique aussi laissait intacts les fondements économiques de l'U. R. S. S., à savoir l'économie étatisée planifiée ».

» Dans la pratique, la différence avec ceux qui ont défendu la thèse de la « Révolution sociale » se réduisait ainsi à une dispute purement terminologique. En temps de « paix », en effet, la tâche du renversement révolutionnaire de Staline ne connaît aucun ajournement. Elle est constamment à l'ordre du jour. En temps de « guerre » ou plutôt en temps d'action militaire directe contre l'U. R. S. S. par un ou plusieurs Etats capitalistes, tout en menant notre propagande révolutionnaire contre Staline, tout en démontrant aux masses la nécessité de son renversement, nous remettons cette tâche « pour l'étape suivante, la plus » proche possible. » (Trotsky).

» Et voilà la seule justification valable aujourd'hui de cette attitude.

» Pourquoi et comment les marxistes défendent les colonies ? Ils les défendent, d'une part, parce que « la plus » value obtenue par l'exploitation des colonies est un des appuis du capitalisme moderne, et, d'autre part, « parce que la domination impérialiste dans toutes les colonies « entrave le » libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies, et c'est pour » quoi l'aide apportée à la destruction » de la domination étrangère dans les » colonies n'est pas en réalité une aide » apportée au mouvement nationaliste » de la bourgeoisie indigène mais l'ou » verture du chemin pour le prolétariat » opprimé lui-même ». (Thèses supplémentaires sur la question coloniale du deuxième congrès de l'I.C.).

» Chaque territoire arraché de n'importe quelle façon à son exploitation aggrave la crise interne de l'impérialisme, précipite sa chute.

» Au contraire, chaque territoire ouvert à son exploitation prolonge l'existence de l'impérialisme.

» L'U. R. S. S. représente par son système économique un espace fermé à l'exploitation impérialiste. Elle représente d'autre part un système économique supérieur à celui de l'impérialisme.

» Les intérêts de la stratégie révolutionnaire mondiale dictent aux marxistes la tâche d'empêcher l'impérialisme de trouver une issue en s'introduisant en U. R. S. S., en exploitant ses richesses matérielles et humaines, en freinant son développement économique.

» L'intégration de l'U. R. S. S. dans le système capitaliste serait un soulagement pour l'impérialisme, une victoire avant tout économique de l'impérialisme.

» Ce qui est faux, au stade actuel de l'évolution de l'U. R. S. S., c'est de présenter sa défense comme dictée surtout par ses caractéristiques sociologiques et politiques, d'« Etat ouvrier », de « Bastion avancé de la Révolution », etc.

» Toute cette terminologie ne correspond à aucun contenu et est

capable de provoquer les pires illusions parmi les masses et dans nos rangs.

» Nous défendons l'U. R. S. S. en tant que système économique fermé à l'exploitation impérialiste et supérieur économiquement au capitalisme, rien de plus ».

La bureaucratie, dans son ensemble, sort victorieuse de la guerre. Tout comme Bonaparte, elle se pare maintenant de l'éclat de la victoire.

Toute la politique de la bureaucratie se ramène à la volonté de défendre le caractère contradictoire de la société qui lui assure ses privilèges et qui lui a donné la victoire : elle subordonne à la défense de cette société toute sa politique.

La théorie stalinienne de la construction pacifique et graduelle du « socialisme dans un seul pays » a subi un cinglant démenti : les destructions subies par l'U. R. S. S., comme la présence des forces armées des impérialismes anglais et américain en Allemagne occidentale, entraînent la bureaucratie à établir un contrôle plus ou moins serré sur l'ensemble de l'Europe Orientale.

II^e PARTIE

La politique des partis staliens

Une hypothèque écrasante pèse sur le mouvement ouvrier : la dégénérescence de l'U. R. S. S. et le renforcement de tous les partis staliens. Seule la compréhension parfaite de leur politique peut nous permettre de lever cette hypothèque.

Nous allons analyser cette politique aussi bien dans les pays contrôlés par l'U. R. S. S., que dans les autres. Seule une telle analyse peut apporter des éléments nouveaux sur le problème de l'U. R. S. S. et du stalinisme.

Dès l'éclatement de la guerre contre l'U. R. S. S., les partis staliens participent, dans tous les pays occupés par les troupes allemandes, aux « mouvements de résistance » et collaborent sur une base nationaliste avec les partis bourgeois qui se dressent contre l'impérialisme allemand.

Fondamentalement, cette politique est la continuation, dans les conditions de la guerre contre l'U. R. S. S., de la politique stalinienne des « Fronts populaires » inaugurée dès 1934.

De son côté, le Kremlin ne constitue plus des « cabinets Kuusinen » — à participation uniquement stalinienne — comme il le fit au cours de la première guerre russo-finlandaise. Le Kremlin forme lui-même des « comités de libération nationale » à direction bourgeoise (Comité de l'Allemagne libre, C.L.N. hongrois, dirigé par le général Bella Miklos) ou des C.L.N. à direction réformiste ou à participation bigarrée (C.L.N. polonais, cabinet provisoire autrichien dirigé par Renner) ; enfin, dans les pays où pénètre l'Armée rouge,

le Kremlin accorde au début son appui aux gouvernements bourgeois qui passent au dernier moment d'un camp à l'autre (cabinets royaux en Roumanie, cabinet Mannerheim en Finlande).

Toute la politique du Kremlin est dominée par la volonté d'assurer la défense bureaucratique de l'U. R. S. S. sans compromettre l'accord avec ses alliés impérialistes momentanés. Sur cette base, on arrive dans la dernière phase de la guerre à cette situation nouvelle : des gouvernements bourgeois avec ou sans participation stalinienne (ce dernier cas en Finlande et en Roumanie) gèrent une économie bourgeoise en grande partie au profit de la bureaucratie soviétique, qui exerce les prérogatives des puissances occupantes. Une dualité de pouvoirs se crée ainsi entre la bourgeoisie nationale d'une part et entre la bureaucratie soviétique de l'autre.

L'équilibre entre ces deux pouvoirs est chaque fois remis en jeu : avec l'appui de ses alliés, la bourgeoisie autochtone au dedans et au dehors du gouvernement essaie de retourner la situation en sa faveur par tous les moyens dont le plus important est la pression exercée par les impérialistes anglais et américains.

De son côté, le Kremlin essaie de stabiliser son emprise. Incapable d'entreprendre actuellement l'assimilation structurelle du glacis, par suite de la nécessité d'obtenir l'appui du capital étranger pour reconstruire l'économie de ces pays et d'éviter le débordement révolutionnaire des masses ; incapable d'autre part de se satisfaire de la situation actuelle où la bureaucratie doit partager les bénéfices avec la bourgeoisie nationale, le Kremlin poursuit dans les pays occupés par l'Armée rouge une politique opportuniste, qui tend néanmoins, mais d'une manière tout à fait empirique, à l'absorption du glacis. De là l'illusion que la bureaucratie soviétique est malgré tout capable de promouvoir des solutions révolutionnaires.

En réalité, on peut dire que le Kremlin n'enregistre en faveur de la révolution pas plus de succès à l'échelle internationale qu'à l'échelle intérieure : A l'intérieur il pourrit le socialisme (suppression de la démocratie prolétarienne, étouffement des soviets, développement de la caste militaire et de la bureaucratie) et compromet la planification et la collectivisation. A l'extérieur, il pourrit les conditions de la révolution en ralentissant le développement économique de ces pays, et en brisant toutes perspectives révolutionnaires dans le mouvement ouvrier tout en portant plus loin, grâce à une série d'annexions militaires, les frontières de l'U. R. S. S.

Dans tous les pays du glacis, les partis staliens, courroies de transmission des visées de la bureaucratie du Kremlin, utilisent la combativité révolutionnaire des masses non pour les dresser contre l'Etat bourgeois mais pour élargir la participation des partis staliens au gouvernement bourgeois. Le cas est particulièrement visible en Roumanie où trois cabinets royaux ont été renversés au bout de six mois et où la combativité révolutionnaire des masses n'a pu faire accoucher, grâce à l'intervention de Vichinsky, que d'un gouvernement bourgeois dont les postes-clés sont passés aux staliens. Deux remanie-

ments donnèrent le même résultat en Bulgarie. A présent (à l'exception de la Finlande) tous les gouvernements du glacis sont en majorité dominés par les partis staliens nationaux respectifs.

La dualité de pouvoirs ne se manifeste pas uniquement, comme nous le disions plus haut, entre des gouvernements bourgeois d'une part et entre la bureaucratie soviétique de l'autre, mais à l'intérieur même des gouvernements bourgeois, entre les représentants de la bourgeoisie autochtone et les agents de la bureaucratie.

Des partis staliens gèrent ainsi des économies bourgeoises en faveur de la bureaucratie soviétique, mais aussi de la bourgeoisie autochtone.

Economie bourgeoise ou non ?

L'examen de deux mesures fondamentales prises aussi bien sous la pression des masses que sous celle des partis staliens, les réformes agraires et des nationalisations, montre que les formés de la propriété restent celles de la propriété privée.

Les réformes agraires

Les réformes agraires ont été incomparablement plus profondes que celles qui ont eu lieu dans ces pays à l'issue de la première guerre mondiale. A l'appel des partis staliens, des Comités de paysans pauvres se constituèrent partout. Cependant l'initiative du partage des terres ne fut laissée que dans une faible mesure à ces comités de paysans, puisque partout dans le glacis on retrouve les mêmes principes de la réforme : la propriété agraire a été ramenée uniformément partout à 50 hectares (en 1918 la limite de la propriété terrienne a été fixée, à l'exception de la Bulgarie, à 500 hectares et au-dessus). L'outillage agricole comme les terres « des Allemands, des collaborateurs et des traîtres » ont été partagés entre les paysans. Ce fait a eu pour conséquence immédiate de briser la base sociale des grands féodaux en Allemagne (Junkers de Prusse et de Poméranie), en Pologne (dans la partie intégrée à l'U. R. S. S., surtout), en Hongrie et en Roumanie.

A la différence de la révolution de 1917 qui a nationalisé la terre et accordé l'usufruit de sa parcelle au paysan, les réformes actuelles consolident la petite propriété à la campagne et instituent l'obligation du rachat (évalué pour chaque parcelle à une récolte annuelle payable en nature ou en argent pouvant s'échelonner sur plusieurs années). En outre, les réformes actuelles (qui excluent, en Roumanie, les terres du roi et de l'Eglise et qui en Pologne se traduisent même par de nouvelles dotations à l'Eglise) n'accordent qu'une parcelle réduite (1 hectare en moyenne) à une partie de la paysannerie, tout comme en 1918.

En s'emparant du pouvoir politique en 1917, le prolétariat de Russie utilisa ses pouvoirs pour conquérir la paysannerie. La nationalisation du sol et son partage immédiat sans rachat ravirent, en quelques heures, à la bourgeoisie le soutien de la paysannerie et ouvrirent en même temps les perspectives de la collectivisation. Telle fut la